

De percentages bedoeld in het vorige lid worden verdeeld als volgt :

- het gewoon en gespecialiseerd kleuteronderwijs vertegenwoordigt 19,40 % van het totaal aantal leerlingen;
- het gewoon en gespecialiseerd lager onderwijs vertegenwoordigt 38,40 % van het totaal aantal leerlingen;
- de eerste graad van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 vertegenwoordigt 13,26 % van het totaal aantal leerlingen;
- de tweede en derde graden van het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 vertegenwoordigen 26,99 % van het totaal aantal leerlingen;
- het gespecialiseerd secundair onderwijs van vormen 1, 2 en 3 vertegenwoordigt 1,95 % van het totaal aantal leerlingen.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Art. 3. De Regering belast het Algemeen Bestuur Onderwijs met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, le 14 janvier 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2021/40110]

17 DECEMBRE 2020. — Décret portant les adaptations législatives en vue de la reprise du service du précompte immobilier par la Région wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Extension du champ d'application du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes à la matière du précompte immobilier*

Article 1^{er}. Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes est applicable au précompte immobilier.

CHAPITRE II. — *Modification du Code des impôts sur les revenus 1992*

Art. 2. Dans l'article 251 du Code des impôts sur les revenus 1992, le mot « Roi » est remplacé par les mots « Gouvernement wallon ».

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

Art. 3. Dans l'article 5, § 1^{er}, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, modifié par le décret du 30 avril 2009, le mot « extraits » est remplacé par les mots « avertissements-extraits ».

Art. 4. L'article 17bis du même décret, inséré par le décret du 22 mars 2007 et modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. En matière de précompte immobilier, les biens immobiliers appartenant à la même unité d'imposition ayant ensemble un revenu cadastral inférieur à quinze euros, ne sont pas enrôlés. Une unité d'imposition rassemble l'ensemble des parcelles d'une division cadastrale attachées au même redevable ou ensemble de redevables ayant les mêmes droits réels sur les biens concernés. ».

Art. 5. L'article 18bis du même décret, inséré par le décret du 10 décembre 2009, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les impositions au précompte immobilier afférentes à un immeuble appartenant à plusieurs propriétaires en indivision sont portées au rôle au nom d'un ou plusieurs propriétaires, suivi des mots « en indivision ». ».

Art. 6. Dans l'article 19, alinéa 2, du même décret, modifié par les décrets des 22 mars 2007 et 10 décembre 2009, il est inséré, entre le 1^{er} et le 2e tiret, un nouveau tiret, rédigé comme suit :

« - pour le précompte immobilier, le millésime de l'année dont les revenus servent de base audit précompte; ».

Art. 7. Dans l'article 20 du même décret, modifié par les décrets des 10 décembre 2009 et 28 novembre 2013, les alinéas 2 et 3 sont remplacés par trois alinéas rédigés comme suit :

« Toutefois, la taxe ou le supplément de taxe peut être établi pendant trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition dans le cas où il s'agit :

- de taxes visées par une procédure de rectification de la déclaration ;
- de taxes visées par une procédure de taxation d'office ;
- de taxes visées à l'article 17bis, § 1^{er}, b., dans la mesure où elles ne sont pas payées dans le délai prévu par la législation applicable ;
- de la taxe wallonne sur l'abandon de déchets ;
- de taxes visées à l'article 17bis, § 1^{er}, c) et d) ;
- de précompte immobilier.

Ce délai est prolongé de deux ans en cas d'infraction à la législation qui établit la taxe, commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Par dérogation à l'alinéa 3, ce délai est prolongé de quatre ans en cas d'infraction aux dispositions légales et réglementaires qui établissent le précompte immobilier, commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire. ».

Art. 8. L'article 21 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 21. § 1^{er}. Aussitôt que les rôles sont rendus exécutoires, il en est notifié des extraits aux redevables intéressés par l'envoi d'avertissements-extraits de rôle.

§ 2. Lorsque le précompte immobilier est porté au rôle en exécution de l'article 18*bis*, § 4, l'avertissement-extrait de rôle notifié conformément à l'alinéa 1^{er} à l'indivisaire nommément repris au rôle est également notifié en copie à chaque indivisaire non nommément repris au rôle dès lors que l'un des indivisaires au moins en a fait la demande. ».

Art. 9. Dans l'article 25 du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009 et modifié par le décret du 28 novembre 2013, il est inséré, entre les alinéas 2 et 3, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Dans le cas d'une imposition au précompte immobilier visée à l'article 18*bis*, § 4, la réclamation motivée introduite par un indivisaire non nommément repris au rôle qui a reçu une copie de l'avertissement-extrait de rôle conformément à l'article 21, § 2, ou à l'article 35, § 2, est présentée au plus tard dans les six mois de la date d'effet, telle que calculée conformément à l'article 5, § 3, de la notification de cette copie. ».

Art. 10. L'article 27, du même décret, remplacé par le décret du 17 janvier 2008 et modifié par le décret du 10 décembre 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. Sauf lorsqu'une réclamation recevable a été précédemment déposée et que la demande de dégrèvement repose sur les mêmes éléments et motivations que cette réclamation, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde le dégrèvement des taxes représentant une somme supérieure à celle qui est légalement due, perçues en application de l'article 17*bis*, § 1^{er}, résultant d'une application inexacte des dispositions légales afférentes au calcul du montant de l'impôt dû, telles que notamment les erreurs matérielles, les doubles emplois, les défauts de prise en compte d'une exonération ou réduction de taxe éventuellement applicable, l'apparition de documents ou faits nouveaux probants dont la production ou l'allégation tardive par le redevable, ainsi que par la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35*ter*, est justifiée par de justes motifs, à condition que ces surtaxes aient été constatées par l'administration ou signalées par le redevable, ainsi que par la personne sur les biens de laquelle la taxe est mise en recouvrement conformément à l'article 35*ter*, à celle-ci, soit :

1° dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle la taxe est établie, dans le cas des taxes enrôlées, à l'exception du précompte immobilier pour lequel ce délai est porté à cinq ans ;

2° dans les trois ans à partir du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition auquel appartient l'impôt dont le dégrèvement est demandé, dans le cas des taxes perçues sans avoir été reprises dans un rôle.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour ce qui concerne les exonérations de précompte immobilier et sans préjudice des conditions formelles et procédurales qui y sont prévues, le fonctionnaire désigné par le Gouvernement accorde le dégrèvement des taxes représentant une somme supérieure à celle qui est légalement due, perçues en application de l'article 17*bis*, § 1^{er}, résultant du défaut de prise en compte de ces exonérations de précompte immobilier, uniquement si elles sont la conséquence d'erreurs matérielles, de doubles emplois ou qu'elles apparaissent à la lumière de documents ou faits nouveaux probants dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée par de justes motifs. ».

Art. 11. L'article 35 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. § 1^{er}. A défaut de paiement de la taxe, de l'amende et des intérêts exigibles, le fonctionnaire chargé du recouvrement des créances fiscales au bénéfice de la Région wallonne, ci-après dénommé le receveur, peut décerner une contrainte.

La contrainte reproduit les mentions de l'avertissement-extrait de rôle.

§ 2. Lorsque le précompte immobilier est porté au rôle en exécution de l'article 18*bis*, § 4, et à défaut d'application de l'article 21, § 2, une sommation de payer, accompagnée d'une copie de l'avertissement-extrait de rôle, est notifiée par pli ordinaire à chaque indivisaire non nommément repris au rôle avant qu'une contrainte ne leur soit décernée.

§ 3. Le receveur est seul compétent pour accorder termes et délais. Si les termes et délais sollicités sont refusés, le receveur est tenu de motiver sa décision. ».

Art. 12. Dans le même décret, il est inséré un article 35*sexies* rédigé comme suit :

« Art. 35*sexies*. En matière de précompte immobilier, chaque indivisaire est uniquement tenu au paiement de la dette fiscale à concurrence de sa quote-part dans l'indivision du bien imposé sans préjudice des autres possibilités de recouvrement prévues par le droit commun ou les dispositions du présent décret. ».

Art. 13. Dans le même décret, il est inséré un article 35*septies* rédigé comme suit :

« Art. 35*septies*. Jusqu'à la mutation d'une propriété dans les documents cadastraux, l'ancien titulaire du droit sur les biens imposables ou ses héritiers, à moins qu'ils ne fournissent la preuve du changement de titulaire du droit et qu'ils ne fassent connaître l'identité et l'adresse complètes du nouveau titulaire, sont responsables du paiement du précompte immobilier, sauf leur recours contre le nouveau titulaire du droit.

En cas de production de la preuve visée à l'alinéa 1^{er} ou de constatation de la mutation de propriété par tout fonctionnaire chargé du recouvrement, le recouvrement du précompte immobilier compris au rôle au nom de l'ancien titulaire du droit peut être poursuivi, en vertu du même rôle, à charge du débiteur effectif du précompte. Ce débiteur reçoit un nouvel exemplaire de l'avertissement-extrait de rôle portant qu'il est délivré en vertu de la présente disposition, et acquiert la qualité de redevable au sens du présent décret.

Par mutation d'une propriété, l'on entend tout changement quelconque subi par une propriété, soit qu'elle change de propriétaire, soit qu'on la grève d'un droit d'emphytéose, d'usufruit, de superficie, d'usage ou d'habitation, ou que l'un de ces droits viennent à s'éteindre.

Par titulaire du droit, l'on entend la personne qui détient le droit réel en vertu duquel le précompte immobilier est dû. ».

Art. 14. Dans le même décret, il est inséré un article 35octies rédigé comme suit :

« Art. 35octies. L'administration ou l'organisme gestionnaire d'un bien de l'État, d'une Communauté ou d'une Région est responsable du paiement du précompte immobilier relatif à ce bien. ».

Art. 15. Dans le même décret, à l'article 36, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le commandement porte, en tête, un extrait du rôle concernant le redevable ou l'indivisaire non nommé repris au rôle en application de l'article 18bis, § 4, et une copie de l'exécutoire. ».

Art. 16. L'article 53, alinéa 1^{er}, du même décret, remplacé par le décret du 10 décembre 2009 et modifié par le décret du 19 décembre 2019, est complété par un 3^e tiret rédigé comme suit :

« - soit, en cas de précompte immobilier, à un montant déterminé en fonction des éléments mentionnés dans la réclamation ou le recours. ».

CHAPITRE IV. — *Disposition abrogatoire*

Art. 17. Les articles 254, 304, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 354 et 376 du CIR 92, l'article 133, § 3, de l'arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du CIR 92 et les articles 11 et 12 du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales tels qu'ils étaient applicables au précompte immobilier en Région wallonne sont abrogés.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 17 décembre 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé,
de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2020-2021.*

Documents du Parlement wallon, 337 (2020-2021) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 décembre 2020.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/40110]

17. DEZEMBER 2020 — Dekret über die legislativen Anpassungen im Hinblick auf die Übernahme des Dienstes für den Immobilienvorabzug durch die Wallonische Region (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Erweiterung des Anwendungsbereichs des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben auf den Bereich des Immobilienvorabzugs*

Artikel 1 - Das Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben ist auf den Immobilienvorabzug anwendbar.

KAPITEL II — *Abänderung des Einkommensteuergesetzbuches 1992*

Art. 2 - In Artikel 251 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 wird die Wortfolge "vom König" durch die Wortfolge "von der Wallonischen Regierung" ersetzt.

KAPITEL III — *Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben*

Art. 3 - In Artikel 5 § 1 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, wird die Wortfolge "Auszüge aus der Heberolle" durch das Wort "Steuerbescheide" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 17*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 22. März 2007 und zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014 wird durch einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« § 4. In Bezug auf den Immobilienvorabzug werden Immobilien, die zur gleichen Steuereinheit gehören und zusammen ein Katastereinkommen von weniger als fünfzehn Euro haben, nicht in eine Heberolle eingetragen. Eine Steuereinheit umfasst alle Parzellen einer Katastergemarkung, die demselben Steuerpflichtigen oder derselben Gruppe von Steuerpflichtigen mit denselben dinglichen Rechten an den betreffenden Gütern zugeordnet sind. ».

Art. 5 - Artikel 18*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird durch einen Paragraphen 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

« § 4. Veranlagungen zum Immobilienvorabzug, die sich auf eine Immobilie beziehen, die mehreren Eigentümern in ungeteilter Rechtsgemeinschaft gehört, werden in die Heberolle auf den Namen eines oder mehrerer Eigentümer eingetragen, gefolgt von den Worten "in ungeteilter Rechtsgemeinschaft". ».

Art. 6 - In Artikel 19 Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 22. März 2007 und vom 10. Dezember 2009, wird zwischen dem ersten und zweiten Gedankenstrich ein neuer Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"- für den Immobilienvorabzug, die Jahreszahl des Jahres, dessen Einkommen als Grundlage für den besagten Steuervorabzug dient;".

Art. 7 - In Artikel 20 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 10. Dezember 2009 und vom 28. November 2013, werden die Absätze 2 und 3 durch drei Absätze mit folgendem Wortlaut ersetzt:

"Die Abgabe oder der Abgabebzuschlag kann jedoch während drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres festgesetzt werden, falls es sich um folgende Abgaben handelt:

- durch ein Verfahren zur Berichtigung der erwähnten Erklärung betroffene Abgaben;
- durch ein Verfahren zur Veranlagung von Amts wegen betroffene Abgaben;
- in Artikel 17*bis* § 1 Buchstabe b erwähnte Abgaben, insofern sie nicht innerhalb der durch die anwendbare Gesetzgebung vorgesehenen Frist entrichtet werden;
- die wallonische Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen;
- in Artikel 17*bis* § 1 Buchstaben c) und d) erwähnte Abgaben;
- den Immobilienvorabzug.

Diese Frist wird um zwei Jahre verlängert bei Verstößen gegen die Gesetzgebung zur Festsetzung der Abgabe, die in betrügerischer oder böswilliger Absicht begangen wurden.

In Abweichung von Absatz 3 wird diese Frist um vier Jahre verlängert bei Verstößen gegen die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen zur Festsetzung des Immobilienvorabzugs, die in betrügerischer oder böswilliger Absicht begangen wurden."

Art. 7 - Artikel 21 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 21 - § 1. Sobald die Heberollen für vollstreckbar erklärt worden sind, werden den betreffenden Steuerpflichtigen die entsprechenden Auszüge durch die Zustellung von Steuerbescheiden notifiziert.

§ 2. Wird der Immobilienvorabzug gemäß Artikel 18*bis* § 4 in die Heberolle eingetragen, so wird der gemäß Absatz 1 dem namentlich in die Heberolle eingetragenen ungeteilten Miteigentümer zugestellte Steuerbescheid auch jedem nicht namentlich in die Heberolle eingetragenen ungeteilten Miteigentümer in Kopie zugestellt, sofern mindestens einer der ungeteilten Miteigentümer dies beantragt hat."

Art. 8 - In Artikel 25 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, wird zwischen den Absätzen 2 und 3 ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Im Falle einer Veranlagung zum Immobilienvorabzug gemäß Artikel 18*bis* § 4 ist eine mit Gründen versehene Beschwerde eines nicht namentlich in die Heberolle eingetragenen ungeteilten Miteigentümers, der eine Kopie des Steuerbescheids gemäß Artikel 21 § 2 oder Artikel 35 § 2 erhalten hat, spätestens innerhalb von sechs Monaten nach dem gemäß Artikel 5 § 3 berechneten Datum des Wirksamwerdens der Zustellung dieser Kopie einzureichen."

Art. 9 - Artikel 27 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 17. Januar 2008 und abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 27 - Außer wenn vorher eine zulässige Beschwerde vorgelegt wurde und der Antrag auf einen Nachlass auf denselben Elementen und Begründungen beruht wie die Beschwerde, gewährt der von der Regierung bezeichnete Beamte den Nachlass der in Anwendung des Artikels 17*bis* § 1 bezogenen Abgaben, die eine höhere Summe als die gesetzlich zu zahlende Summe darstellen, und die sich aus einer falschen Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen bezüglich der Berechnung des Betrags der zu zahlenden Steuer ergeben, wie insbesondere die materiellen Fehler, doppelten Besteuerungen, Nichtberücksichtigungen einer eventuell anwendbaren Abgabenbefreiung oder -ermäßigung, das Auftauchen neuer beweiskräftiger Dokumente oder Tatsachen, deren verspätete Vorlage oder Angabe durch den Abgabepflichtigen sowie durch die Person, deren Güter gemäß Artikel 35*ter* zur Beitreibung der Abgabe dienen, aus rechtmäßigen Gründen gerechtfertigt wird, unter der Bedingung, dass diese Überbesteuerungen durch die Verwaltung festgestellt oder dieser durch den Abgabepflichtigen mitgeteilt worden sind, und zwar:

1° innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Jahres, im Laufe dessen die Abgabe festgesetzt worden ist, im Falle der in der Heberolle eingetragenen Abgaben, mit Ausnahme des Immobilienvorabzugs, für den diese Frist auf fünf Jahre verlängert wird;

2° innerhalb von drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres, zu dem die Steuer gehört, für die der Nachlass beantragt wird, im Falle der Abgaben, die bezogen wurden, ohne in eine Heberolle eingetragen worden zu sein.

In Abweichung von Absatz 1 gewährt der von der Regierung benannte Beamte in Bezug auf die Befreiung vom Immobilienvorabzug und unbeschadet der dort festgelegten formellen und verfahrensmäßigen Bedingungen einen Nachlass von Steuern, die einen höheren als den gesetzlich geschuldeten Betrag darstellen und in Anwendung von Artikel 17bis § 1 erhoben werden, die sich aus der Nichtberücksichtigung dieser Befreiungen vom Immobilienvorabzug ergeben, nur dann, wenn sie die Folge von sachlichen Irrtümern, doppelten Besteuerungen sind oder im Lichte von neuen beweiskräftigen Unterlagen oder Tatsachen erscheinen, deren Vorlage oder verspätete Geltendmachung durch den Steuerpflichtigen aus rechtmäßigen Gründen gerechtfertigt ist.“

Art. 10 - Artikel 35 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 35 - § 1. Bei Nichtzahlung der Abgabe, der Geldbuße und der fälligen Zinsen kann der mit der Beitreibung von Steuerforderungen zugunsten der Wallonischen Region beauftragte Beamte, im Folgenden als Einnahmer bezeichnet, einen Zahlungsbefehl erlassen.

Der Zahlungsbefehl führt die Angaben des Steuerbescheids an.

§ 2. Wird der Immobilienvorabzug gemäß Artikel 18bis § 4 in die Heberolle eingetragen und in Ermangelung der Anwendung von Artikel 21 § 2 wird jedem nicht namentlich in die Heberolle eingetragenen ungeteilten Miteigentümer mit einfacher Post eine Mahnung zusammen mit einer Kopie des Steuerbescheids zugestellt, bevor ein Zahlungsbefehl erlassen wird.

§ 3. Für die Gewährung von Zeiträumen und Fristen ist allein der Einnahmer zuständig. Werden die beantragten Zeiträume und Fristen abgelehnt, so ist der Empfänger verpflichtet, seine Entscheidung zu begründen.“

Art. 11 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 35sexies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 35sexies - In Bezug auf den Immobilienvorabzug hat jeder Miteigentümer die Steuerschuld nur bis zur Höhe seines Anteils an der ungeteilten Rechtsgemeinschaft des besteuerten Guts zu begleichen, unbeschadet der anderen im Gemeinschaftsrecht oder den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Möglichkeiten der Beitreibung.“

Art. 12 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 35septies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 35septies - Bis zu der Übertragung eines Eigentums in den Katasterunterlagen sind der ehemalige Rechtsinhaber der steuerpflichtigen Güter oder seine Erben für die Zahlung des Immobilienvorabzugs verantwortlich, sofern sie nicht den Wechsel des Rechtsinhabers nachweisen und die vollständige Identität und Adresse des neuen Rechtsinhabers bekannt geben, außer im Falle einer Beschwerde gegen den neuen Rechtsinhaber.

Wird der in Absatz 1 genannte Nachweis erbracht oder stellt der mit der Beitreibung beauftragte Beamte fest, dass das Eigentum übertragen wurde, so kann die Beitreibung des in der Heberolle auf den Namen des ehemaligen Rechtsinhabers aufgeführten Immobilienvorabzugs auf der Grundlage derselben Heberolle zu Lasten der Personen, die diesen Vorabzug tatsächlich schuldet, durchgeführt werden. Dem Schuldner wird eine neue Ausfertigung des nach der vorliegenden Bestimmung ausgestellten Steuerbescheides zugestellt und er erhält den Status eines Steuerpflichtigen im Sinne des vorliegenden Dekrets.

Unter Übertragung eines Eigentums ist jede wie auch immer geartete Veränderung an einem Eigentum zu verstehen, sei es, dass es den Eigentümer wechselt oder mit einem Erbpachtrecht, Nießbrauchrecht, Erbbaurecht, Gebrauchsrecht oder Wohnrecht belastet wird oder eines dieser Rechte erlischt.

Als Rechtsinhaber gilt die Person, die das dingliche Recht besitzt, aufgrund dessen der Immobilienvorabzug geschuldet wird.“

Art. 13 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 35octies mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 35octies - Die Verwaltung oder die Verwaltungseinrichtung eines staatlichen, gemeinschaftlichen oder regionalen Guts ist für die Zahlung des Immobilienvorabzugs in Bezug auf dieses Gut verantwortlich.“

Art. 14 - In Artikel 36 desselben Dekrets wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

“Der Zahlungsbefehl enthält im Kopf einen Auszug aus dem Steuerbescheid über den Steuerpflichtigen oder den nicht namentlich in die Heberolle eingetragenen ungeteilten Miteigentümer gemäß Artikel 18bis § 4 und eine Abschrift der Vollstreckbarkeitsklärung.“

Art. 15 - Artikel 53 Absatz 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 19. Dezember 2019, wird durch einen dritten Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“- oder, im Falle des Immobilienvorabzugs, zu einem Betrag, der auf der Grundlage der in der Beschwerde oder im Einspruch genannten Elemente bestimmt wird.“

KAPITEL IV — Aufhebungsbestimmung

Art. 16 - Die Artikel 254, 304 § 1 Absatz 1, 354 und 376 des Einkommensteuergesetzbuches 92, Artikel 133 § 3 des Königlichen Erlasses vom 27. August 1993 zur Ausführung des Einkommensteuergesetzbuches 92 sowie die Artikel 11 und 12 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen, wie sie auf den Immobilienvorabzug in der Wallonischen Region anwendbar waren, werden aufgehoben.

KAPITEL V — *Inkräfttreten*

Art. 17 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2021 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Dezember 2020

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2020-2021*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 337 (2020-2021) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 16. Dezember 2020.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/40110]

17 DECEMBER 2020. — Decreet houdende de wetgevende aanpassingen met het oog op de overname van de dienst van de onroerende voorheffing door het Waalse Gewest (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Uitbreiding van het toepassingsgebied van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen op de aangelegenheid van de onroerende voorheffing*

Artikel 1. Het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen is van toepassing op de onroerende voorheffing.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992*

Art. 2. In artikel 251 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt het woord “Koning” vervangen door de woorden “Waalse Regering”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging in het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen*

Art. 3. In artikel 5, § 1, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, wordt, in de Franse versie, het woord “extraits” vervangen door de woorden “avertissements-extraits”.

Art. 4. Artikel 17*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 22 maart 2007 en laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

“§ 4. Inzake de onroerende voorheffing worden de onroerende goederen die onder dezelfde belastingeenheid vallen met een gezamenlijk kadastraal inkomen lager dan vijftien euro niet ingekohierd. Een belastingeenheid wordt gevormd door de gezamenlijke percelen van een kadastrale afdeling gebonden aan dezelfde belastingplichtige of gezamenlijke belastingplichtigen die dezelfde zakelijke rechten op de betrokken goederen hebben.”.

Art. 5. Artikel 18*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

“§ 4. Belastingen in de onroerende voorheffing voor een onroerend goed dat eigendom is van meerdere eigenaren in onverdeeldheid worden op de naam van één of meerdere eigenaren in het kohier ingeschreven, gevolgd door de woorden “in onverdeeldheid”.

Art. 6. In artikel 19, lid 2, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 22 maart 2007 en 10 december 2009, wordt er, tussen het eerste en het tweede streepje, een nieuw streepje ingevoegd, luidend als volgt:

“ – voor de onroerende voorheffing, het jaartal van het jaar waarvan de inkomsten als grondslag voor bedoelde voorheffing dienen;”.

Art. 7. In artikel 20 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 10 december 2009 en 28 november 2018, worden het tweede en het derde lid vervangen door drie leden, luidend als volgt :

“De belasting of belastingtoeslag kan vanaf 1 januari van het aanslagjaar evenwel gedurende drie jaar gevestigd worden in het geval van :

- belastingen die het voorwerp zijn van een procedure tot rechtzetting van de aangifte;
- belastingen die het voorwerp zijn van een procedure tot aanslag van ambtswege;
- belastingen bedoeld in artikel 17bis, § 1, b., voorzover ze niet betaald worden binnen de termijn bepaald bij de wetgeving die van toepassing is;
- de Waalse belasting op het achterlaten van afval;
- belastingen bedoeld in artikel 17bis, § 1, c) en d);
- onroerende voorheffing.

Deze termijn wordt met twee jaar verlengd bij een overtreding van de wetgeving tot vestiging van de belasting, gepleegd met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden.

In afwijking van het derde lid wordt deze termijn met vier jaar verlengd bij een overtreding van de wettelijke en reglementaire bepalingen tot vestiging van de onroerende voorheffing, gepleegd met bedrieglijk opzet of het oogmerk om te schaden.”.

Art. 8. Artikel 21 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 21. § 1. Zodra de kohieren uitvoerbaar zijn verklaard, wordt er, door het verzenden van aanslagbiljetten, van de kohieruittreksels kennis gegeven aan de betrokken belastingplichtigen.

§ 2. Wanneer de onroerende voorheffing in het kohier wordt ingeschreven ter uitvoering van artikel 18bis, § 4, wordt van het aanslagbiljet waarvan overeenkomstig het eerste lid kennis wordt gegeven aan de deelgenoot die bij naam in het kohier wordt vernoemd, in afschrift, kennis gegeven aan elke deelgenoot die niet bij naam in het kohier wordt vernoemd wanneer dat door minstens één van de deelgenoten aangevraagd wordt.”.

Art. 9. In artikel 25 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 10 december 2009 en gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, wordt, tussen het tweede en het derde lid, een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Bij een belasting in de onroerende voorheffing als bedoeld in artikel 18bis, § 4, wordt het gemotiveerd bezwaarschrift, ingediend door een in het kohier niet bij naam vernoemde deelgenoot die overeenkomstig artikel 21, § 2, of artikel 35, § 2, een afschrift gekregen heeft van het aanslagbiljet, uiterlijk ingediend binnen de zes maanden van de ingangsdatum zoals deze berekend wordt overeenkomstig artikel 5, § 3, van de kennisgeving van genoemd afschrift.”.

Art. 10. Artikel 27 van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 17 januari 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 27. Tenzij vooraf een ontvankelijk bezwaar is ingediend en de aanvraag tot ontheffing op dezelfde elementen en gronden als het bezwaar berust, staat de door de Regering aangewezen ambtenaar de ontheffing toe van de belastingen die een hoger bedrag inhouden dan het wettelijk verschuldigde bedrag, geïnd overeenkomstig artikel 17bis, § 1, die toe te schrijven zijn aan een onjuiste toepassing van de wettelijke bepalingen betreffende de berekening van het bedrag van de verschuldigde belasting, zoals o.a. materiële vergissingen, dubbele heffingen, het niet in aanmerking nemen van een vrijstelling of een eventuele toepasselijke belastingsvermindering, het opduiken van bewijskrachtige nieuwe stukken of feiten welke de belastingplichtige, alsmede door de persoon op wiens goederen de belasting wordt ingevorderd overeenkomstig artikel 35ter, om wettige redenen pas laattijdig heeft kunnen voorleggen of aanvoeren, op voorwaarde dat bedoelde overbelastingen door de administratie vastgesteld zijn of door de belastingplichtige, alsmede door de persoon op wiens goederen de belasting wordt ingevorderd overeenkomstig artikel 35ter, aan de administratie gemeld zijn :

1° binnen drie jaar, te rekenen van 1 januari van het jaar waarin de belasting is gevestigd, in het geval van de ten kohiere gebrachte belastingen, uitgezonderd de onroerende voorheffing, waarvoor die termijn op vijf jaar wordt gebracht;

2° binnen drie jaar, te rekenen van 1 januari van het aanslagjaar van de belasting waarvan de ontheffing wordt aangevraagd, in het geval van geïnde belastingen die niet in een kohier zijn opgenomen.

In afwijking van het eerste lid, kent de ambtenaar, aangewezen door de Regering, voor wat betreft de vrijstellingen van de onroerende voorheffing en onverminderd de daarvoor bepaalde voorwaarden inzake vormvereisten en procedures de ontheffing van de belastingen toe voor een som die hoger is dan de wettelijk verschuldigde som, geïnd overeenkomstig artikel 17bis, § 1, voortvloeiend uit het niet in aanmerking nemen van deze vrijstellingen van de onroerende voorheffing, enkel als ze het gevolg zijn van materiële fouten, dubbele heffingen of als ze opduiken in het licht van bewijskrachtige nieuwe stukken of feiten welke de belastingplichtige om wettige redenen pas laattijdig heeft kunnen voorleggen of aanvoeren. ».

Art. 11. Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

“ Art. 35. § 1. Indien de belasting, de boete en de eisbare interest niet betaald worden, kan de ambtenaar die belast is met de invordering van belastingvorderingen ten gunste van het Waalse Gewest, hierna de ontvanger genoemd, een dwangsbijlage afleveren.

In het dwangsbijlage worden de gegevens van het aanslagbiljet weergegeven.

§ 2. Wanneer de onroerende voorheffing ingekohierd wordt ter uitvoering van artikel 18bis, § 4, en bij ontstentenis van de toepassing van artikel 21, § 2, wordt, per gewoon schrijven, aan elke deelgenoot die niet bij naam in het kohier wordt vernoemd, kennis gegeven van een bevel tot betalen, samen met een afschrift van het aanslagbiljet vooraleer hen een dwangsbijlage wordt uitgereikt.

§ 3. Enkel de ontvanger is bevoegd om vervaldata en termijnen toe te kennen. Indien de vervaldata en termijnen waarom is verzocht, worden geweigerd, dient de ontvanger zijn beslissing met redenen te omkleden.”.

Art. 12. In hetzelfde decreet wordt een artikel 35^{sexies} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35^{sexies}. Inzake de onroerende voorheffing is elke deelgenoot in de onverdeeldheid enkel gehouden tot de betaling van de belastingschuld in verhouding tot zijn aandeel in de onverdeeldheid in het belaste goed, onverminderd de andere invorderingsmogelijkheden waarin het gemeen recht of de bepalingen van het huidig decreet voorzien. ».

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt een artikel 35^{septies} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35^{septies}. Tot aan de overgang van een eigendom in de kadastrale stukken zijn de voormalige houder van het recht op de belastbare goederen of diens erfgenamen, tenzij zij het bewijs leveren van verandering van houder van dat recht en zij de identiteit en het volledig adres van de nieuwe houder mededelen, aansprakelijk voor de betaling van de onroerende voorheffing, behoudens hun beroep tegen de nieuwe houder van het recht.

Bij voorlegging van het bewijs, bedoeld in lid één, of bij vaststelling van de overgang van eigendom door iedere ambtenaar, belast met de invordering, kan de invordering van de onroerende voorheffing, in het kohier vastgelegd op naam van de voormalige houder van het recht, krachtens hetzelfde kohier worden voortgezet ten laste van de daadwerkelijke verschuldigde van de voorheffing. Deze verschuldigde krijgt een nieuw exemplaar van het aanslagbiljet waarin gemeld wordt dat dit krachtens huidige bepaling verstrekt wordt en krijgt de hoedanigheid van retributieplichtige in de zin van dit decreet.

Onder overgang van een eigendom wordt verstaan, iedere verandering van welke aard ook die een eigendom ondergaat, ongeacht of de eigendom van eigenaar verandert of belast wordt met een recht van erfpacht, vruchtgebruik of bewoning, dan wel of één van deze rechten uitdooft.

Onder houder van het recht wordt de persoon verstaan, die het zakelijk recht houdt krachtens welk de onroerende voorheffing verschuldigd is.”.

Art. 14. In hetzelfde decreet wordt een artikel 35^{octies} ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35^{octies}. De administratie of het orgaan dat een goed beheert van de Staat, van een Gemeenschap of van een Gewest is aansprakelijk voor de betaling van de onroerende voorheffing betreffende dat goed. ».

Art. 15. In hetzelfde decreet wordt, in artikel 36, lid 2, vervangen door hetgeen volgt :

« In het dwangbevel worden, in de hoofding, een uittreksel uit het kohier betreffende de belastingplichtige of de deelgenoot in de onverdeeldheid die niet bij naam in het kohier vernoemd wordt overeenkomstig artikel 18^{bis}, en een afschrift van de uitvoerbaarverklaring. Vermeld. ».

Art. 16. Artikel 53, lid 1, van hetzelfde decreet, vervangen door het decreet van 10 december 2009 en gewijzigd bij het decreet van 19 december 2019, wordt aangevuld met een derde streepje luidend als volgt :

« - of, in geval van onroerende voorheffing, aan een bedrag bepaald in functie van de gegevens vermeld in het bezwaarschrift of het beroep. ».

HOOFDSTUK IV. — *Opheffingsbepaling*

Art. 17. De artikelen 254, 304, § 1, lid 1, 354 en 376 van WIB 92, artikel 133, § 3, van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het WIB 92 en de artikelen 11 en 12 van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen zoals zij van toepassing waren op de onroerende voorheffing in het Waalse Gewest worden opgeheven.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 18. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Opgemaakt te Namen op 17 december 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming,
Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2020-2021.*

Stukken van het Waals Parlement, 337 (2020-2021) Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 16 december 2020.

Bespreking.

Stemming.